

**DU DEVELOPPEMENT A LA RECHERCHE.
A PROPOS D'UN ITINERAIRE PERSONNEL**

D. GENTIL

D'abord quelques remarques sur le titre, proposé par les organisateurs du séminaire parce qu'ils estimaient ce passage relativement original. Il risque de prêter à confusion : après vingt ans de pratiques, je ne sais pas très bien ce que veut dire développement. Une étude récente a montré qu'il y en avait plus de 3 000 définitions. C'est donc un mot commode, fourre-tout, où chacun projette ses conceptions, bien utile quand on ne veut rien dire de précis, même pas un concept.

Je ne me considère pas non plus actuellement comme un chercheur. Certes, je viens de passer une thèse d'Etat sur les mouvements coopératifs en Afrique "francophone" (1), ce qui me fait regarder avec un peu moins de condescendance par les universitaires et les chercheurs professionnels mais qui n'a pas changé ma nature. Enfin, ce que je vais exprimer dépasse largement mon cas personnel et reflète les interrogations

de nombreux praticiens (*) .

Disons pour simplifier que mes réflexions portent sur les rapports qu'un "praticien qui se pose des questions" entretient avec la connaissance, la théorie et les chercheurs.

ITINERAIRE PERSONNEL

Commençons par ce thème imposé qui permettra de mieux resituer le cadre et l'évolution de mes rapports entre pratique et théorie. HEC un peu marginal, je me suis très tôt intéressé aux problèmes du Tiers Monde. Après un court intermède algérien (juin-septembre 1965), j'ai passé cinq ans au Niger, à l'intérieur du pays, en travaillant sur des problèmes de relance du mouvement coopératif.

Mon initiation au monde Haoussa fut largement facilitée par les divers écrits de G. Nicolas (2), qui était alors le grand spécialiste de cette zone. Nous avons même organisé en 1968 un séminaire de réflexion avec lui et les cadres nigériens et expatriés de l'animation. Dialogue assez difficile, Nicolas critiquant vivement l'option prise par l'animation et l'UNCC (Union Nigérienne de Crédit et Coopération, chargé de la promotion des coopératives) de s'appuyer sur une base villageoise. Pour lui l'essentiel des réseaux sociaux étaient infra ou supravillageois et le village était loin d'être cette unité homogène et démocratique que nous croyions rencontrer. Analyse pertinente mais un peu provocatrice qui aboutit à nier la réalité d'un palier important d'organisation sociale, le village, où le fait de vivre ensemble crée des liens profonds même s'ils sont très loin d'être dénués de contradictions.

Plus généralement, à cette époque, les chercheurs avaient tendance à considérer les praticiens comme des apprentis sorciers qui venaient détruire des équilibres fragiles qu'ils cherchaient, eux, à comprendre ou à reconstituer à partir des traces encore existantes. En définitive, nous étions des saboteurs de leur travail.

Pendant cette époque nigérienne, une part essentielle de ma pratique professionnelle consistait en réunions avec les paysans pour analyser leur situation, les aider à trouver des solutions (dans le domaine de la commercialisation et du crédit), évaluer ce qui avait été réalisé pour l'améliorer et passer à un degré supérieur de prise en charge des activités économiques par les paysans eux-mêmes.

(*) *Même si je m'exprime ici à titre individuel, ceci recouvre partiellement des discussions fréquentes à l'intérieur de l'IRAM (Institut de Recherche et d'Application de Méthodes de Développement), où je travaille depuis 20 ans.*

Ce travail était réalisé avant tout avec des cadres nationaux, pour la plupart sans grande formation théorique de base mais qui avaient une connaissance profonde de leur société.

Nous nous efforcions de dépasser la "connaissance immédiate" par l'analyse de l'enregistrement des réunions les plus importantes, par des enquêtes par questionnaires (notamment sur le degré d'information et les opinions des paysans), par des grilles d'observations des réunions, par un processus permanent d'évaluation des actions avec les paysans ... Donc une intervention liée à une observation et une discussion constante avec les paysans, une formation des cadres à partir de l'action partant d'elle pour introduire des concepts et des synthèses plus théoriques.

Un an de recyclage (70-71) me permettait de prendre du recul par rapport à cette expérience, de m'initier aux subtilités de l'économie sophistiquée et des modèles, au CEPE (Centre d'Etude des Programmes Economiques) et de rédiger un troisième cycle de sociologie du développement sur les coopératives nigériennes (3).

Parallèlement un chercheur américain réalisait une thèse sur un sujet voisin, à partir notamment d'études approfondies menées dans quatre villages de notre zone de travail. Confrontation tonique montrant que les paysans tenaient des discours assez radicalement différents au praticien et au chercheur, que nous sélectionnions et organisions différemment les données disponibles, que notre différence d'échelle lui permettait d'approfondir des pans entiers de la réalité qui m'étaient restés inaccessibles, mais le conduisait aussi à des extrapolations hasardeuses (4).

De cette prise de conscience découlait, non un relativisme ou un syncrétisme faciles (il y a une part de vérité dans chaque approche) mais la conviction, certes banale, qu'il n'y avait que des vérités partielles, temporaires, subjectives, qu'il fallait s'efforcer de construire avec le plus de rigueur possible pour reprendre l'expression de Ph. Couty (5), mais qui étaient toujours dépassables et sujettes à remise en cause.

L'expression des paysans Haoussas "il y a la vérité du jour et la vérité de la nuit" continue à m'accompagner. Elles ne sont pas forcément contradictoires, l'une n'est pas une simple vision superficielle, elle reste une vérité, mais qui se situe à un certain degré de la réalité, parfois suffisant pour certaines actions économiques, mais qui laisse de côté des domaines essentiels.

Le pays suivant fut Madagascar (71-72) où des activités

professionnelles limitées à l'animation rurale me permirent lectures et discussions nombreuses.

C'était la grande époque de l'ORSTOM avec de fortes équipes de géographes, sociologues et économistes, qui montraient bien la diversité des sociétés rurales, mais aussi leurs dynamiques.

L'analyse fine des terroirs, l'articulation des modes de production, la constitution de "classes" ou groupes sociaux, l'émergence du surplus, son utilisation ou sa neutralisation, les libérations dans l'imaginaire (6)... permettaient d'approfondir les mécanismes sociaux en profondeur et d'y resituer les interventions de développement.

Au Cameroun (1973), où j'ai travaillé sur des évaluations de projet et sur l'éducation agricole (des centres de formation paysannal à l'école d'agronomie), l'ORSTOM avait également accumulé des études très riches, bien qu'inégalement réparties sur l'ensemble du pays. Le plus intéressant fut cependant les conversations, avec aussi l'apprentissage des susceptibilités des chercheurs.

Pour un praticien cela semble tout naturel d'utiliser les informations disponibles et le produit des discussions. Pour le chercheur, tant que les travaux n'ont pas été entièrement publiés, ceci semble s'apparenter à un pillage intellectuel, qui va contrecarrer sa carrière.

Après un séjour au Sénégal (1974) sur une "mission impossible" (enseignement moyen pratique en milieu urbain) j'ai pris mon rythme actuel de nomade/sédentaire (environ quatre missions courtes d'un mois chacune sur le terrain et une résidence à Paris, occupée par la participation à la gestion collective de l'IRAM, à des cycles de formation, à des études ou des recherches appliquées, et à des réseaux de réflexion (notamment AMIRA).

Parmi les études récentes signalons une synthèse sur les coopératives d'épargne et crédit en Afrique (7) et l'animation de quatre équipes nationales sur les politiques de promotion coopérative (8).

Après vingt ans de pratiques, il m'a paru important d'essayer de faire le point, de prendre à nouveau du recul. La rédaction d'une thèse d'Etat m'en a fourni l'occasion, me permettant de mieux comprendre, à partir de la comparaison des divers pays, et de l'analyse historique depuis la période coloniale, les mécanismes qui expliquent à la fois la singularité de chaque expérience mais aussi la régularité, les "lois" générales.

Un autre thème important pour moi, a été de comprendre les déterminants, l'autonomie relative et les effets des pratiques d'intervention.

Dans le fond, ce qui m'a toujours intéressé, c'est l'alliance théorie/pratique sur laquelle les théoriciens ont beaucoup écrit mais qu'il n'est pas si fréquent d'essayer de mettre en pratique.

LES SPECIFICITES DES PRATICIENS

Dépassons le cadre personnel et essayons de définir les spécificités des praticiens* en ce qui concerne les objectifs, les méthodes, les biais et les contraintes mais aussi les champs privilégiés.

La connaissance, pour quoi faire ?

Pour le praticien, la réponse est simple. Une meilleure connaissance doit permettre une meilleure intervention et doit conduire à des solutions plus adaptées.

Elle n'est pas une fin en soi. Et ceci a des conséquences aussi bien sur le type de rapports entretenus avec les paysans que sur les connaissances produites.

Prenons l'exemple de la relance coopérative à Gao (Mali). Trois études préalables à l'action ont été réalisées. Deux l'ont été par des sociologues (un chercheur du CNRS, un malien), connaissant bien ces sociétés. Elles ont abouti à des descriptions, à la fois des situations et des dynamiques, riches mais un peu froides et surtout difficilement utilisables pour l'action.

La démarche d'André Marty est fort différente (9). Elle se présente d'entrée comme une réflexion commune avec les éleveurs en vue de trouver ensemble des solutions. Un des thèmes fondamentaux est celui de la sécheresse.

D'abord la description minutieuse de ce qui s'est passé en 1973, avec le détail des mouvements de troupeaux, à la recherche des pâturages et des points d'eau. Puis, la recherche des causes. Et là, blocage. La sécheresse vient du manque d'eau, la pluie vient d'Allah et il n'y a donc rien à faire. Le recours à l'histoire permet de dépasser ce cercle vicieux. A la demande de Marty, les éleveurs comparent la sécheresse

(*) *Il s'agit toujours dans ce texte du praticien étranger, les cadres nationaux posant, bien évidemment, d'autres problèmes dans ce domaine.*

de 1973 avec celles qu'ils ont vécues dans le passé ; et après quelques heures le constat arrive : du point de vue climatique la dernière sécheresse n'a pas été pire que les autres mais ses effets ont été catastrophiques à cause du manque d'organisation.

Les éleveurs sont allés dans tous les sens, gaspillant ainsi les rares ressources disponibles. Les discussions s'approfondissent alors sur le type de discipline qui s'observait avant et pendant la colonisation.

On le voit, la démarche permet une connaissance importante, rapide mais relativement fine, des sociétés étudiées parce que les éleveurs, situant bien l'interlocuteur et les motivations de ses questions, répondent rapidement sans détours aux thèmes proposés, décrivant aussi bien le présent que le passé. Mais surtout cette connaissance débouche sur une prise de conscience, une motivation, une formulation d'hypothèses de solutions qui vont se concrétiser dans des actions précises.

Notons cependant que cette démarche est possible car A. Marty connaît déjà bien au préalable les sociétés d'éleveurs, qu'il peut vérifier ce qui est dit avec la version des archives coloniales ou des écrits arabes, éclairer des contradictions si elles apparaissent, resituer la parole de l'interlocuteur en fonction de son statut social...

La connaissance pour l'action s'enrichit de tous les travaux déjà disponibles mais produit aussi des éléments nouveaux, qui n'auraient sans doute pas été révélés dans une recherche plus classique.

Méthodes, temps et situations

Les méthodes des praticiens n'ont en soi rien d'original. (étude de la documentation, observations, entretiens individuels, réunions collectives, enquêtes par questionnaires ...) mais il faut souligner qu'elles doivent tenir compte de temps et de situations bien spécifiques.

Une première situation très fréquente est celle de la mission courte, en général un mois de terrain, quelquefois moins (*) et une semaine de rédaction.

(*) Par exemple, une semaine par Projet pour les évaluations rétrospectives de la Banque Mondiale, quinze jours pour les études d'impact. Heureusement, quelques fois plus (2 à 3 mois).

Certains pourront ironiser sur la superficialité du travail et parler de "sociologie d'aéroport". Il reste que si l'on connaît au préalable le terrain, s'il y a déjà de la documentation existante, il est possible, avec un travail intensif, de faire ressortir les problèmes essentiels.

Une des méthodes couramment utilisées est celle de la réunion de groupe semi-directive, qui comporte de nombreux biais, mais qui, utilisée avec précaution, permet d'identifier les principaux problèmes des différents groupes par rapport à l'extérieur.

La réflexion avec les cadres, notamment ceux du terrain, rarement interrogés d'habitude, sur les statistiques existantes et les opinions recueillies auprès des paysans, fournissent un éclairage complémentaire et permettent d'infirmier ou de confirmer certaines données.

Lorsque la mission dépasse un mois, il est possible de mener des enquêtes sur des échantillons restreints (100 à 200 exploitations).

Par exemple, récemment à Gitarama (Rwanda), une équipe rwandaise avec appui extérieur a pu mener une enquête sur 150 exploitations, portant sur les systèmes de production jusqu'au dépouillement sur place à l'aide d'un micro-ordinateur dans un délai de 2 à 3 mois.

Travail rapide donc, incomplet, insatisfaisant, mais qui, étant bien finalisé, n'est pas aussi négligeable qu'il le paraît. Et les chercheurs ne mesurent pas sans doute suffisamment leurs privilèges de pouvoir dépouiller leur matériau et rédiger pendant plusieurs mois sans contrainte draconienne de temps.

Une autre situation est celle du praticien en poste permanent (entre 2 et 5 ans), qui ne rencontre pas ces contraintes de temps et qui peut s'immerger dans la société où il travaille.

Son problème est que généralement on lui demande de réaliser des actions et qu'il lui est difficile de prendre du recul.

Toutefois, s'il se force à avoir une grille d'observations rigoureuse, s'il utilise toutes les occasions disponibles (réunions d'évaluation ou de préparation des actions avec les paysans, stages de formation, suivi d'étudiants) il peut accumuler une masse de données sur les sociétés paysannes, leurs différenciations et les mécanismes de réaction à des interventions de développement.

Enfin, depuis quelques années, un certain nombre de cadres travaillent comme permanents spécialisés dans la collecte de l'information en tant que responsables dans les cellules de suivi/évaluation.

Même si les résultats de ces cellules sont encore loin d'être satisfaisants (10), la possibilité d'être en permanence pendant 3 à 5 ans avec une équipe d'enquêteurs, à observer ce qui se passe dans une société sous l'impact d'un projet, devrait fournir un ensemble de données précieuses.

Biais et contraintes

Nous avons déjà vu pour certains praticiens la contrainte et le défi du temps court - inutile d'y revenir -. Ajoutons-y trois autres facteurs, inhérents à la situation de praticien et qui créent des biais spécifiques par rapport au chercheur classique.

D'abord, le praticien est toujours perçu comme venant de l'Etat : le discours qu'on lui tient est donc censuré sur certains points et amplifié sur d'autres dans l'espoir que certaines doléances remontent jusqu'à "ceux d'en haut".

Les réponses ensuite restent très marquées par l'idée que les paysans se font de l'interlocuteur et de l'attente qu'ils ont des avantages que celui-ci est susceptible d'apporter.

Au Cameroun, une même "étude du milieu" pour déterminer les problèmes essentiels des paysans avant une intervention de développement rural intégré, réalisée par des personnes de disciplines diverses, avait identifié des problèmes de santé, d'épuisement des sols et de parasitisme, et de couture/tricot.

Comme on l'a compris, l'équipe était composée d'un médecin, d'un agronome et d'une animatrice peu formée, les paysans avaient su trouver les réponses adaptées à chacun des interlocuteurs.

Dernière contrainte, dans les contacts avec l'extérieur, les paysans délèguent ceux qui ont droit à la parole. L'avis des femmes, des jeunes, des petits paysans, des anciens esclaves ... est donc très difficile à recueillir dans un premier temps.

Chaque situation comporte des biais et des contraintes et le chercheur n'en est pas non plus dépourvu.

L'essentiel est donc de toujours en avoir conscience et de les réduire progressivement. Du reste, l'analyse de la "version officielle" et des "demandes officielles" d'un village, n'est pas non plus sans intérêt pour la compréhension d'une société.

Champs privilégiés

Par rapport au chercheur classique qui s'efforce le plus souvent de comprendre le fonctionnement et les dynamiques d'une société agraire, le praticien, lié à des interventions de développement peut accumuler et traiter de l'information sur certains domaines spécifiques.

Je pense particulièrement aux politiques de l'Etat (par la possibilité d'accès à certains documents confidentiels ou par le fait d'assister à des réunions entre cadres nationaux de haut niveau et financiers), aux pratiques des cadres qu'il côtoie quotidiennement, aux interactions Etat/paysans à partir des observations sur les résultats des interventions.

Et même sur la connaissance des dynamiques agraires, l'observation des réactions à une intervention, est sans doute une approche privilégiée.

Je ne sais si l'anecdote est exacte, mais il paraît qu'un sociologue en Afghanistan, pour mieux connaître la société étudiée, avait enlevé la fille d'un chef et avait donc pu observer tous les mécanismes mis en place pour résoudre un conflit et une situation extraordinaire.

A une autre échelle, savoir dans un ensemble d'innovations proposées, ce qui est accepté, rejeté ou réinterprété, et par quels groupes sociaux, connaître l'utilisation du surplus dégagé (quand il existe) avec les phénomènes d'accumulation, de différenciation, de redistribution, de neutralisation ... représente, en quelque sorte, une expérimentation en vraie grandeur.

CONCLUSION

Ce qui a peut-être changé depuis vingt ans, c'est une meilleure compréhension entre chercheurs et praticiens, qui a remplacé les conflits, les anathèmes et le mépris réciproque pour déboucher sur une co-existence pacifique, sur l'acceptation d'une complémentarité sans agressivité.

Chacun a ses biais et ses contraintes, l'essentiel est que chacun s'efforce de conserver un esprit scientifique : bien prendre conscience de ses "a priori" (et les chercheurs en ont autant que les praticiens), et les considérer comme hypothèses à vérifier, respecter scrupuleusement les faits, rechercher la cohérence (en se soumettant donc à "la preuve empirique" et à "la preuve logique"), banalités bien connues mais en fait, pas si souvent réalisées dans la pratique de recherche ou d'intervention.

Une dernière interrogation : le praticien, dans ses rapports avec la connaissance, pose d'une manière nouvelle le problème méthodologique, souvent abordé entre autres par E. Morin ou A. Touraine, du recul, de la distanciation par rapport à l'objet de recherche.

Une "observation participante" est-elle possible, souhaitable, nécessaire, et quelles sont les méthodes pour en minimiser les déviations?

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

1. GENTIL D. *Les mouvements coopératifs dans l'Afrique de l'Ouest francophone. Interventions de l'Etat ou organisations paysannes*.
Thèse pour le Doctorat d'Etat. Tome 1. 540 p + annexes. Tome 2, 522 p., Paris, 1984.
2. NICOLAS G. *"Circulation des richesses et participation sociale dans une société haoussa du Niger (canton de KANTCHE)"*.
Thèse de 3ème cycle. Centre Universitaire de Bordeaux, 425 p., Bordeaux, 1965.
3. GENTIL D. *"Les coopératives nigériennes. Traditions villageoises et modernisation coopérative"*,
Thèse EPHE, 406 p., Paris, 1971.
4. CHARLICK R. *"Power and participation in the modernization of rural Haoussa communities"*, University of California, 489 p., Los Angeles, 1974.
5. COUTY Ph. *"La vérité doit être construite"*.
Cahiers ORSTOM. série Sciences Humaines, Volume XX, N° 1, pp 5-15, 1984.
6. ALTHABE G. *"Oppression et libération dans l'imaginaire"*
Maspero, 354 p., Paris, 1969.
7. GENTIL D. *"Coopératives d'épargne et crédit et développement rural local"*, Communication au séminaire CLICEC/FAO, Lomé, juin 1984.
8. GENTIL D. et BELLONCLE G. : *"Politiques et structures de promotion coopérative dans l'Afrique Sahélienne (Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal)"*,
Rapport de synthèse, Etude COPAS/Gouvernement hollandais, 1983, 30 p., et ASSCOD n° 64.

9. MARTY A. *"Crise rurale en milieu Nord-Sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tomboctou Mali 1975"*. - Thèse d'Etat 928 p. Tours 1985.

"Contribution à la relance de coopératives d'éleveurs en 6ème région du Mali". - 125 p + annexes - Mai 1975.

10. GENTIL D. - DUFUMIER M. *"Le suivi évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques"*. P a r i s . Paris. Amira - 174 p. n° 44 - Paris 1984.